L'Anarcho-syndicaliste n°63
janvier 1967
Union des Anarcho-Syndicalistes

ETRE SYNDICALISTE

Dans le dernier roman de J.Cl. Chabrol, "La gueuse", écoutons Fernand Bédel, délégué mineur:

"Les patrons ne font pas de sentiments. Ils ne font pas travailler les ouvriers pour le plaisir de les faire travailler, mais parce que ça leur rapporte de l'argent: "l'ex ploitation du travail", on appelle ça! Ils nous font travailler non pas pour nous faire manger, mais pour gagner de l'argent du notre sueur. Ça, c'est vrai.

Non, non, non, c'est pas mal d'en parler un peu! il y a des choses qui se savent depuis longtemps, il faut de temps en temps les répéter, les gens les oublient des fois, pas vous! Mais quelques-uns, même les ouvriers, des fois; il y a des ouvriers qui croient qu'ils peuvent devenir patrons un jour, ils se trompent... Il n'en faut pas trop, des patrons. Pour qu'ils gagnent beaucoup d'argent, il en faut très peu, et il faut, beaucoup d'ouvriers pour leur gagner de l'argent!"

Pour mémoire, nous sommes en 1934 - Fernand Bédel a été élu délégué C.G.T...

Voilà, quoiqu'en dise Monsieur De Gaulle, la preuve par 9 de l'existence des classes sociales.

Que, pour "humaniser" hypocritement - après coup - leur domination, messieurs du patronat parlent de leur "vocation" sociale, de leurs responsabilités envers "leur" personnel, à la fin d'un banquet au Champagne, ne saurait en rien nous étonner.

Pour nous, comme pour Fernand Bédel, le problème reste entier, et la suppression de cet état de fait, l'un des buts de notre combat.

La C.F.D.T., voyant en l'ordre capitaliste une volonté divine, et n'étant là, de par dieu que pour assister les exploités dans la préservation de leurs intérêts matériels (Si Satan venait à inspirer les patrons ?...) n'est pour nous qu'un syndicat jaune, parce que visant à perpétuer l'actuel état de fait.

La C.G.T. de 1966 s'alliant à ce "syndicat des patrons", montre par là les limites de sa volonté de désaliénation ouvrière.

Les autres syndicats, ne pouvant plus arracher à l'exploiteur, les réformes qui devaient conduire au socialisme, sont devenues sans buts, vidés de leur aliment moteur, et vont, soit s'aligner sur les deux compères précédents, soit s'éteindre laissant en souvenir dans l'écume de l'histoire, tels les serpents au prin-temps, une peau flasque et vide.

Propos guère encourageants pour un début d'année!

Mr De Gaulle, paraphrasant Mr De Gaulle après Mr Pompidou et tous les bons apôtres de la "rénovation sociale" déclare dans son allocution: *...."qu'ayant naguère vécu au milieu de la lutte des classes, nous allons vers l'association organisée de tous ceux qui sont les producteurs. En 1967, c'est avec cette vaste mutation économique et sociale que nous aurons sans cesse et partout à faire...."*

C'est clair: De Gaulle veut constituer "le front des producteurs", ceux qui travaillent avec ceux qui profitent, comme le pâté d'alouette...

Mais enfin, puisque le patronat et son état ont clairement défini leur politique, puisqu'ils ont convenu d'enfermer les travailleurs par l'intermédiaire de leurs organisations syndicales dans toute une série de commission, dites de "dialogue" , pour les faire participer au développement de l'économie capitaliste, et sa gestion, enlevant ainsi au parlement bourgeois traditionnel l'essentiel de ses attributions pour en faire une chambre d'enregistre ment sans pouvoir, puisque la tactique réformiste traditionnelle d'action par le parlement et les ministères qui lui étaient soumis, action appuyée de temps à autre par une grève d'appoint n'est plus possible, il ne reste plus que deux solutions.

Ou bien, les syndicats accepteront le marché proposé et s'intégreront obligatoirement à l'état et dans les entreprises du patronat, contre la promesse de quelques miettes qu'on leur jettera ici et là et, quand on le voudra: Devenus impuissants voire adversaires des travailleurs, ils dépériront en tant qu'organisme de classe et les travailleurs devront alors se réorganiser à l'extérieur et contre leurs organisations traditionnelles.

C.G.T. et C.F.D.T., F.0. et F.E.N ont accepté déjà de participer à maintes commissions, donc à l'organisation de l'ordre capitaliste. Et comme leur réformisme traditionnel ne trouve plus guère à "gratter", comme ils ne veulent pas en revenir à l'action directe, au combat en force contre un ennemi organisé en force, ils vont tout naturellement, ennemis eux-mêmes de notre classe, vers la pâtée et le collier qu'on leur tend contre la perte de leur liberté... et de l'abandon de leurs responsabilités envers leurs frères exploités.

Ainsi, on l'a bien vu à propos des décrets sur la direction d'école, visant à faire des directeurs, les flics de leur établissement.

Le S.N.I. s'est abstenu de lutter contre ces décrets moyennant des circulaires d'application équivoques, à quelques avantages pécuniaires aux heureux élus... et la participation aux commissions de désignation.

Le résultat est que, déjà, des "brebis galeuses" ont été éliminées.

Le résultat est que dans l'Hérault où des minoritaires révolutionnaires de l'école émancipée sont responsables de la section, 12 candidats étaient éliminés sans explications sur 32... Nos camarades protestèrent contre cet arbitraire et refusèrent de cautionner ces actes. La direction du S.N.I., accusa la section de l'Hérault, de "se désintéresser des nominations des directeurs."

Voilà où nous amène cette capitulation du S.N.I. devant ses devoirs élémentaires. Plutôt que de mener le combat, il est plus facile, en renforçant ainsi le pouvoir bourgeois, de condamner ceux qui veulent se défendre. Faisant pendant à ceci, dans "L'Ecole Libératrice", organe du S.N.I., n° 13 du 16-12-66; on peut lire sous la plume de R. Dernelle, permanent national: *"En toute confidence, devant la nocivité du mode de choix des nouveaux directeurs, cela n'inspire pas confiance, Monsieur le ministre, les conditions d'application des décrets du 14 décembre 1965 ont été précisées par les circulaires de mars... Pourtant de nombreuses initiatives se sont situées cette année en dehors des directives officielles... Cela ne peut durer... à moins que....*"

Vous avez bien lu: aux rues, vous ne faites pas votre travail, à l'autre, flagornerie et du "Monsieur le ministre"... Ce fait nous laisse pressentir jusqu'où pourra, aller la trahison des appareils. Nous sommes arrivés au point où la coupe est pleine et où il ne nous sera plus guère possible d'espérer infléchir une orientation néfaste.

Nous en sommes maintenant aux décrets sur la formation professionnelle, désaisissant l'Education nationale de son rôle au profit du patronat, établissant des commissions aux niveaux national et réagional avec la participation des syndicats, commissions qui étudieront les besoins et la formation professionnelle de la promotion sociale *"en fonction des perspectives de l'emploi et notamment des problèmes de conversion et d'adaptation des entreprises".*

Vous pourrez prendre connaissance dans le Vol. 980 du Bulletin officiel de cette loi N° 65-892 du 3-12-66.

En ce début d'année on parle d'accélérer la mise en place de ces commissions pour fin janvier.

On entend déjà dire que l'apprentissage chez un artisan sera considéré comme une scolarisation: les C.E.T. (collèges d'enseignement techniques) ne seront plus pour les enfants qui n'auront pas réussi à rentrer en 6ème. Pour eux, l'apprentissage direct, "la formation générale donnée dans le C.E.T. ne correspondait pas aux besoins de rendement manifestés par les patrons" (Ouest-France du 10-1-66).

C'est un grave recul dans l'éducation des masses, c'est une surexploitation assurée pour les enfants les moins doués intellectuellement. Les syndicats vont ils accepter encore une fois de participer à cette défaite de la classe ouvrière?

Rien ne permet d'en douter. Attendons la fin du mois. Alexandre Hébert, secrétaire de l'U.D.F.O. de la Loire Atlantique appuyé d'ailleurs par Paul Malnoë qui lance un appel pour l'action directe et généralisée, seule raison d'être actuelle des syndicats, après avoir constaté: *"qu'on nous dise d'une manière précise, en quoi, par exemple, la participation de nombreux militants dans les multiples commissions ou sous-commissions du plan a pu, je ne dis pas changer, mais infléchir la politique décidée par M. le Général de Gaulle"*; conclut : *"Peut-on être autre chose qu'un mannequin dans les commissions, sous-commissions et autres échelons régionaux de M. De Gaulle?"*

La conclusion de tout ceci, c'est plus que l'impasse des bureaucraties, selon un titre d'Informations ouvrières, c'est la trahison des bureaucraties. D'ailleurs dans un autre article de ce même journal: *"Les appareils amorcent la marche vers l'intégration"*, on peut lire les sous-titres ; *"Coup bon contre l'indépendance des syndicats", "Finalités, dans l'immédiat : Imposer le 5ème plan", "Le C.C.N. se prononce pour une politique intégrée des revenus", "exigences du dialogue", "Le C.C.N. viole les décisions du IXème congrès", "Manoeuvres et truquages", "Un accord d'entreprise: complicités"*, tout ceci à propos du dernier C.C.N. de F.O.

Nous sommes bien d'accords; mais alors, pourquoi déclarer quelques pages auparavant : *"La lutte se déclenchera afin que les dirigeants des organisations politiques et syndicales de la classe ouvrière rompent avec la bourgeoisie et réalisent le front unique sur un programme de classe..."*

Nous avons vu plus haut, que non seulement les appareils ne rompaient pas avec la bourgeoisie, mais qu'ils s'apprêtaient à matraquer leurs militants récalcitrants (cf. l'Hérault) ; on ne voit pas alors comment ils pourraient réaliser un Front Unique sur un programme de classe, autre qu'un Front Unique de la pourriture alliée à la bourgeoisie et à son état.

De la difficulté d'agir sur 11 orientâtion des appareils dont nous avons permis la mise en place, résulte la vanité de vou-loir les faire se battre "sur -un programme de classe" .

C'est, travail plus sérieux et de longue haleine, par la désaliénation de la base vis à vis à la fois de ses appareils traîtres et du système capitaliste qu'il nous faut commencer. Contenir autant que nous le pourrons le naufrage du bateau syn-dicaliste existant dans 1'intégrât ion capitaliste et lutter jus-qu'au bout pour l'action syndicale, puis si tout est perdu, re-bâtir une organisation ouvrière, basée- sur le fédéralisme - sur-tout plus de ces appareils dont nous voyons où ils ont mené les travailleurs. St pour prendre à Emile Pouget :

"C'est une révolirt ion sociale et non une révolution "politique que nous voulons fpire. Ce sont là deux phénomè«» "nés distincts et les tactiques qui conduisent à l'une dé-tournent de l'autre."

En Belgique: *"l'Union des Groupes d'entreprise".*

En 1965 et 1966, des grèves importantes: mineurs de Zwarberg, femmes d'Herstal ouvriers des ateliers de construction électrique de Charleroi... ont exprimé la combativité et la conscience de classe des travailleurs belges.

Grèves que l'on peut qualifier de sauvages tant elles ont opposé les grévistes non seulement à leurs exploiteurs directs, mais aussi aux appareils syndicaux réformistes.

Présentement c'est le calme, malgré un malaise social certain et la crainte de licenciements inéluctables, notamment dans la sidérurgie qui veut se moderniser (automation) et faire comme partout, supporter les frais de cette mutation aux travailleurs. *"Lutte de classes"* **(1)** nous apprend d'ailleurs que les patrons de la sidérurgie font état d'une crise qui n'existe pas et réussissent le tour de force de se faire appuyer par les syndicats pour réclamer des subsides à l'Etat.

Ainsi, après le sabotage des grandes grèves citées plus haut, la collusion syndicalo-patronale apparaît de plus en plus nette; à tel point que *"le patronat pousse à la syndicalisation, accordant parfois des primes aux seuls syndiqués - primes d'un montant supérieur aux cotisations; accordant en outre de nombreux autres avantages".* (Lutte de classes).

La riposte des travailleurs belges, analogue à celle de certains grévistes anglais, a été spontanée: les comités de grèves se sont mués en groupes d ' entreprise autonomes et permanent et libérés des appareils syndicaux, et qui cherchent à étendre leur influence; à Zwarberg, chez Cockerill-Ougrée, à Bruxelles, à Charleroi...

"L'union de ces groupes d'entreprise" a diffusé un tract dans les centres industriels, tract qu'il faudrait citer en entier et qui illustre sa lutte sur deux fronts: contre le capitalisme et contre la bureaucratie syndicale.

En voici un extrait:

"Pour préparer, organiser et coordonner les luttes futures, les travailleurs syndiqués ou non, arriveront à lutter efficacement pour:

1- la socialisation des moyens de production et d'échange;
2- l'autogestion des entreprises par les travailleurs;
3- l'établissement d'une société sans classe ni privilèges;
4- l'émancipation et la libération de l'homme.

(1) "Lutte de classes" - Jean Renault 73 Rue Blanche Paris IXè

“LE PEUPLE SOUVERAIN” *(qu’ils disent!)*

"C'est le peuple qui a la souveraineté! Mais il ne la garde pas, il la délègue. Les princes qui nous gouvernent renoncent à ne tenir leur pouvoir que de Dieu: ils ne le tiennent plus que du peuple. En fait, le peuple n'a jamais la matérialité de la souveraineté; il n'a pas de moyen de l'exercer, ne serait-ce qu'un moment et en partie, il n'a pas de moyen d'en contrôler l'exercice. On n'attend des "citoyens" qu'une seule chose, qu'ils fassent le geste magique, qu'ils délèguent... quelque chose qu'ils n'ont jamais eu: la puissance absolue...

.... La "souveraineté du peuple", ou "dicature du prolétariat" n'est pas un mécanisme social logique mais une fiction juridique. La "délégation" populaire ou prolétarienne fut inventée pour justifier une forme de pouvoir qui existait bien avant cette justification. Il ne s'agit là que d'une adaptation....

.... Le gouvernement n'est pas assuré par le "peuple", cette aimable abstraction, mais par une minorité (une classe) et par des moyens autres que ceux du vote. Il y a pourtant une raison à tout ce gaspillage de temps et d'argent qu'est une campagne électorale: ce qui n'est qu'une bien pauvre fiction juridique devient une importante opération d'intoxication psychologique.

Si le pouvoir de la minorité dirigeante s'exerçait sans masque, il deviendrait vite intolérable pour la plupart des gens. Il prétend s'exercer au nom des gouvernés eux-mêmes: encore, faut-il, de temps à

autre, leur donner l'impression qu'ils participent ... les élections sont donc tout au plus une sorte de vaste socio-drame dirigé, auquel la collectivité est invitée à participer, pour mieux retourner ensuite au travail. Mais où est donc le pouvoir? Dans les mains d'un groupe social modeste et discret, qui fait tout ce qu'il peut, aussi bien à l'Est qu'à l'Ouest, pour expliquer qu'il n'existe pas".

Extrait de "Noir et Rouge" n° 29 - N° spécial sur les élections. (Lagant, B.P. 113 - Paris 18è)

LE ”DEMOCRATE” FRANCO:

La répression tyraniqnue continue.

L'énorme mensonge devenu nécessaire au capitalisme international, d'une libération du régime franquiste est en plein développement: référendum, amnistie, "solennelles" modifications constitutionnelles.

Passons sur les détails ubuesques de l'opération référendaire. Voici contredisant la sincérité amnistiente du franquisme quelques titres cueillis dans les journaux de ces jours derniers:

"L'écrivain et militant syndicaliste Miguel Sanchez-Mazas condamné à douze ans de prison par contumace" (Le Monde-5 janv.)

"Quatre intellectuels catalans inculpés pour "réunion illégale" (Le Monde - 5 janvier).

"Censure littéraire pas morte en Espagne: six mois de prison au romancier Montéro" (Nouvelle République 3 janvier).

"Une manifestation ouvrière est réprimée par la police à Madrid; six ouvriers ont été arrêtés, (Le Monde: 3 janvier)

"Inquiétude en Espagne devant la vague de procès et d'arrestations" (Le Monde: 7 janvier).

Rien depuis l'exécution de Grimau, depuis celle au garrot de Delgado et Granados, depuis les tortures infligées aux mineurs grévistes, depuis l'arrestation en octobre de cinq anarchistes, rien ne peut laisser croire que le caractère fasciste du franquisme s'atténue. La "libération" du régime s'avère une farce.

Parmi les menteurs.

Et pourtant, comme le rapporte *"Le Combat Syndicaliste"* (C.N.T.), voici ce que l'on pouvait lire dans la presse, le 19 novembre:

"Le Kremlin a proposé aux 2 400 républicains espagnols en exil en U.R.S.S., de prendre en considération l'offre d'amnistré formulée le 12 novembre par le général Franco, et de rentrer en Espagne”.

Cette proposition incroyable figure dans un télégramme adressé par le Comité Central du P.C. soviétique au P.C. espagnol en exil.

Après avoir qualifié l'offre d'amnistie de Madrid de *"nouvelle et importante victoire des forces démocratiques et progressistes en Espagne"*, le télégramme ajoute : *"Nous espérons que cette décision du gouvernement permettra à tous les démocrates espagnols en exil de retourner chez eux librement"*.

Sans doute les P.C. français et espagnol se sont-ils "alignés” sur cette façon de voir qui constitue objectivement une louange à l'égard du général sanglant, capable, selon eux de compréhension démocratique.

Voyons ce qu'il en est!

A usage externe!

Depuis 1953, depuis 1959 surtout l'Espagne s'industrialise. Franco permet ou sollicite les investissements étrangers qui servent à entretenir ses forces répressives (armée, police, fonctionnaires) seules capables d'assurer la survie du régime: la haute propriété foncière n'y suffisant plus. L'Espagne devient ainsi la terre bénie des concurrents capitalistes en mal d'expansion, la main-d'oeuvre y étant encore et en général très bon marché.

U.S.A., Angleterre, France, U.R.S.S. (mais oui!), pénètrent massivement l'économie espagnole **(1)** et nul de ces pays (entendons leurs dirigeants) ne veut la fin du capitalisme en Espagne. Il s'agit donc, d'accord avec Franco, d'assurer le passage en douceur du franquisme à l'après-franquisme, c'est-à-dire d'une économie à prédominance agricole retardataire à une économie: capitaliste plus évoluée. Bien entendu cela devra être obtenu en maintenant l'exploitation des forces productrices (prolétariat agricole et industriel) et des conditions de vie peu onéreuses pour le profit des investisseurs.

Pour voiler la vérité aux yeux des peuples, les rapaces internationaux obtiennent de Franco une apparence de libéralisation de son régime et Franco, jouant sur leur concurrence, obtient les devises dont il a besoin pour durer: tout le monde est content! Sauf ...

Il y a un "mais".

Mais la classe ouvrière espagnole, qui vit l'enfer depuis trente ans, n'a foi dans les mensonges de ses dirigeants. Les grèves de ces dernières années pour des augmentations salariales ont démontré d'une part que l'exploitation des travailleurs par le capitalisme étranger ne se fera, pas sans luttes ouvrières; d'autre part, qu'en réclamant, lors de ces grèves, la liberté syndicale, les travailleurs espagnols ne laisseront pas Franco, son régime policier et ses syndicats officiels, livrer sans réaction des esclaves au capitalisme.

"Le Monde" du 4 janvier, titre: *"Recrudescence de l'agitation sociale en Espagne"* et fait état de grève sur le tas à la "Standard Electrica" de Madrid, d'une grève de métallos, qui dure depuis plus d'un mois, à Bilbao, de revendications de salaires à "l'Hispano Olivetti" de Barcelone, de tension à la R.E.N.F.E. (entreprise nationale des chemins de fer).

Certes, par une libéralisation formelle, on essaie gouvernementalement de créer un nouveau syndicalisme, intégré en douceur, que l'on s'efforcera de faire reconnaître par les ouvriers; certes l'Eglise, après avoir assuré la solidité du régime, essaie de prendre le visage du progrès social, comme ailleurs en Europe; certes le Parti communiste, larbin de Moscou, s'efforce-t-il, en Espagne comme en France, d'affaiblir l'action directe révolutionnaire des travailleurs, en prônant l'accord de "tous" les anti-franquistes (catholiques "de progrès" et monarchistes constitutionnels compris), pour assurer un tranquille passage du régime actuel à un régime de démocratie formelle, les travailleurs changeant de maîtres et obtenant quelque adoucissement à leur sort, sans que le principe de leur exploitation soit remis en cause.

Mais, s'il est vrai que nous n'avons pas à dicter leur attitude aux travailleurs d'Espagne, nous sommes sûrs cependant qu'ils sauront profiter de la décadence d'un régime abject et pourri, pour faire le maximum dans le sens de leur libération.

(1) "Le Monde" du 7 janvier relate l'accord accréditant à Madrid un diplomate communiste (roumain), annonce des accords similaires avec l'U.R.S.S. et ses satellites et explique cette "ouverture à l'Est" par des "impératifs économiques".

LA SITUATION AGRICOLE

La manifestation des producteurs avicoles, à Morlaix, le 19 décembre 1966 représente un nouveau sursaut de la paysannerie en proie aux contradictions économiques du capitalisme, à la mutation de celui-ci vers la productivité et la standardisation, aux luttes impérialistes pour la conquête des marchés mondiaux, le marché européen en particulier assiégé par la production américaine, parce que solvable...

Le paysan, attaché à l'exploitation familiale qui lui assurait un certain standing de vie, n'a pas pu s'équiper, développer son exploitation pour faire face à cet abaissement nécessaire des prix amenée par la concurrence internationale, le maintien du coût de la vie des travailleurs industriels dont les bons salaires permettaient une certaine compétivité des produits industriels... et les bénéfices des capitalistes **(1)**.

Coup sur coup, il s'est retourné vers les cultures de contrat: maïs, tabac... qui devaient lui apporter un appréciable revenu, puis lorsqu'il s'est aperçu qu'il ne faisait qu'y joindre les deux bouts, l'élevage intégré, cochons, volailles en particulier... Voilà que les volailles ne se vendent plus, ou mal... Aussi, le paysan qui avait opéré là une véritable mutation professionnelle avec matériel nouveau, mode de travail et de vie nouveaux pour lesquels il s'était souvent endetté, avait sacrifié les anciens matériels et beaucoup d'habitudes voire d'attaches sociales, le paysan se trouve dans une situation précaire, déboussolé.

Alors, c'est la manifestation comme celle de Morlaix, des vitres brisées, la bataille de rues, des poteaux téléphoniques sciés, un hôtel de ville assiégé, les C.R.S. qui matraque une manifestation du désespoir.

L'Etat peut provoquer le désordre; il y a des flics pour maintenir l'ordre. Le peuple a toujours tort. Finalement, l'agriculteur qui a cru s'engager dans la voie du progrès, qui a cru pouvoir se frayer une voie dans la jungle capitaliste devra déchanter.

L'Etat a tout prévu: *"L'Etat va prendre en main l'organisation de l'exode rural et de "remodelage" des exploitations agricoles, en collaboration avec les organisations professionnelles. Il vient de créer à cet effet un nouvel organisme - le Centre National pour l'Aménagement des Structures agricoles (C.N.A.S.A.) - qui commencera à fonctionner à partir du 1er janvier prochain"* nous apprend la Nouvelle République du Centre-Ouest du 27-12-66. Le C.N.A.S.A. regroupera les S.A.F.E.R. (restructuration), l'A.N.M.E.R. (Association Nationale de Migration et d'Etablissement Ruraux) (migration vers les zones délaissées), l'A.M.P.A. (Association pour les Mutations professionnelles en Agriculture), et les services de remembrement de l'attribution des indemnités viagères de départ, tout ceci pour permettre une plus grande efficacité. Ce centre disposera de 23,5 milliards d'anciens francs et sera composé de 10 représentants des pouvoirs publics et 10 représentants de la profession, entendez Chambre d'agriculture, Fédération des exploitants, jeunes agriculteurs, Mutualité agricole, spécialistes des mutations professionnelles... C'est-à-dire que du beau monde, des agriculteurs aux mains blanches... Des fois que les autres, *"les Jacques"* ne connaîtraient pas les bonnes manières et brisent des vitres!

On peut donc être sûr que tout sera mené à bonne fin, dans le meilleur des mondes capitalistes avec la participation des chefs de l'agriculture tels que M. de Cafarelli ou M. Blondelle, gros agriculteurs qui n'ont rien à craindre de ces mutations de l'agriculture, ces messieurs qui ont su se partager les fonds du F.O.R.M.A. (Fonds d'Orientation et de Régularisation des marchés agricoles), soit la presque totalité des 104 milliards de l'aide aux produits céréaliers. Sur les 250 milliards attribués au FORMA soit encore 40% de la subvention totale, alors que les céréales n'entrent que pour 10% dans l'ensemble du revenu agricole français. Les impôts payés par tous ont ainsi permis l'enrichissement de ceux qui étaient les plus riches. Belle morale capitaliste !

Quant au marché des volailles, le monde des 25 et 26 décembre 1966 nous apprend que M. Edgar Faure, encore un agriculteur mais faites-lui confiance “pour maquiller les brèmes", réunira un comité pour régulariser le marché; pour avancer de l’argent aux industriels, donner des subventions à l'exportation, obliger les aviculteurs (C.F.A.) à obéir à la discipline commune (production industrielle ou rien!).

Encore de l'argent distribué "pour les paysans", mais dont ceux-ci ne verrons ni la couleur, ni l'odeur, et surtout, encore une atteinte à la liberté poussant à la production industrielle des bons poulets aux hormones et autres saletés qui empoisonnent le populo.

On a vu comment d'une manière désordonnée, les agriculteurs se défendaient. C'est qu'ils ne possèdent pas d'organisation syndicales de classe, comme les ouvriers, il y a quelques années (on voit en ce moment où en sont arrivés les syndicats ouvriers également): les chefs des syndicats agricoles sont des nobles ou des gros agrariens dont les intérêts ne sont pas forcément les mêmes que ceux des paysans-travailleurs.

(1) Voir à cet égard notre étude : "le problème paysan, le problème du capitalisme !" Anarcho-syndicaliste : N° 50.

Pour ces responsables, la trahison n’est même pas voilée. Le chef des aviculteurs bretons (Nouvelle République du 21-12-66): *"Nos troupes vont nous échapper... Si aucune décision n'est prise en haut lieu, il n'y aura pas de trêve de Noël"...* On a vu comment Edgar Paure, 4 jours après, répondait à cette attente.

Mais, un autre meeting devait se dérouler à la Roche-sur-Yon le 29-12-66. Or, *"à la suite des graves incidents survenus lors de la manifestation bretonne, la fédération nationale a indiqué qu'il convenait d'ajourner "sine die" ce meeting de protestation".*

Tout doit se passer dans l'ordre. Il ne faut pas menacer le régime. Soyons calmes, on vous prépare la pilule (électorale...).

Exploités, volés, violentés, affolés, matraqués, les Paysans devront passer par la concentration capitaliste, la productivité, les rendements.

Nous avions écrit que la voie qui permettait la sauvegarde de leurs libertés et aussi qui donnerait un sens à leur vie était celle de la coopération, permettant de regrouper terres, cheptel vif, matériel, énergies humaines et pour l'instant capitaux, en attendant la socialisation qui libérerait notre monde de l'égoisme desséchant...

Les paysans vistimesactuelles du capitalisme? Et tous ces produits jetés ou détruits? Et tous ces produits que l'on ne produit pas? Et tous ces pays qui ne produisait rien parce qu'ils n'ont pas le savoir, parce qu'ils ont besoin de notre aide fraternelle? Et tous ces hommes, 2 sur 3 qui meurent de faim?

Ne paraissent donc pas ridicules ces subventions pour détruire ce que la main de l'homme a élevé, pour vendre des poulets alors que des hommes ne peuvent même pas se les procurer?...

Producteurs de tous métiers, prenons notre destin en mains et sauvons nous nous-mêmes.

Et renvoyons donc travailler tous ces batteurs d'estrade qui bientôt vont nous promettre la lune pour ensuite vivre à nos dépens.

"Lénine, Trotsky et leurs camarades sont sûrement des révolutionnaires sincères, tels qu'on les voit définir la révolution, et ils ne trahiront pas; mais ils préparent les cadres gouvernementaux qui serviront à ceux qui viendront ensuite pour profiter de la Révolution et pour l'assassiner."

Malatesta.

Camarade abonné,
Il t'est arrivé de recevoir avec peu ou beaucoup de retard "L'Anarcho-Syndicaliste".
A part quelques rares erreurs que nous pouvons faire, cela a été imputable à l'administration postale.
S'il y a lieu, écris-nous et, le cas échéant, nous prolongerons la durée de ton abonnement.
Merci.

POUR TOUTE CORRESPONDANCE, S’ADRESSER A :

Michel GATINEAU 107 rue Jean Jaurès ST. FLORENT LES NIORT (DEUX SEVRES)

C.C.P. 2493-81 NANTES

ABONNEMENT: 6.00 F. les 10 numéros

ABONNEMENTDE SOUTIEN: 10.00 F.

Le Directeur-Gérant: Jacques METIVIER St Léger-lès-Melle 79 - MELLE.